

« Pendant la guerre [de 2020 contre l'Arménie], la France nous a ouvertement accusés et calomniés. J'exige maintenant des excuses de sa part »

ILHAM ALIYEV, PRÉSIDENT DE L'AZERBAÏDJAN, JANVIER 2023

LE HAUT-KARABAKH EN ÉTAT DE SIÈGE

CAUCASE Depuis plus de quarante jours, l'unique route menant de l'Arménie à la république autoproclamée du Haut-Karabakh est bloquée par des manifestants « écologistes » azerbaïdjanais, sous le regard impassible des soldats russes chargés de l'administrer.

Les fruits frais ont disparu en premier des étals. Puis, au fil des jours, les pommes de terre et même les betteraves sont venues à manquer, alors que les épices se vidaient de leurs marchandises. Depuis le 20 janvier, les autorités de la république autoproclamée du Haut-Karabakh, en proie à un blocus imposé par l'Azerbaïdjan voisin, ont instauré un système de coupons alimentaires mensuels. Présenter ces tickets de rationnement est désormais nécessaire pour se procurer certaines denrées de première nécessité (riz, pâtes, sarrasin, huile et sucre). Le territoire subit par ailleurs des coupures régulières de gaz, privant de chauffage les habitants en plein hiver, contraignant régulièrement les écoles à fermer leurs portes. Quant à l'électricité, elle est coupée deux fois par jour, par tranche de trois heures. Alors que la planète a les yeux rivés sur l'Ukraine, les 120 000 Arméniens du Haut-Karabakh sont coupés du monde.

Cette nouvelle manifestation d'hostilité a commencé le 12 décembre dernier. Deux mois après la dernière attaque d'ampleur de l'Azerbaïdjan contre plusieurs villes du sud et de l'est de l'Arménie, des « militants écologistes » azerbaïdjanais bloquent le corridor de Latchine, unique voie de passage terrestre entre l'Arménie et le Haut-Karabakh - l'Azerbaïdjan a indiqué qu'il abattrait tout hélicoptère arménien qui survolerait la zone. Depuis sa défaite militaire contre Bakou, à l'automne 2020, Erevan a dû céder plusieurs territoires occupés depuis 1994, lorsque l'Arménie avait remporté la première guerre du Haut-Karabakh. Conclu sous l'égide de Moscou, le cessez-le-feu du 9 novembre 2020 prévoyait que le corridor de Latchine soit administré par les troupes russes de maintien de la paix. Mais ces dernières n'ont rien fait pour déloger les quelques dizaines de militants, qui protestent officiellement contre l'exploitation « illégale » de minerais dans le Haut-Karabakh. Si Bakou nie l'existence d'un « blocus », seuls quelques convois du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été autorisés à emprunter la route ces dernières semaines. « Entre le 19 décembre et le 23 janvier, le CICR a effectué quinze transferts et réussi à assurer le passage de



Le Haut-Karabakh, ou Nagorny Karabakh, est aussi appelé Artsakh par les Arméniens

48 patients nécessitant des soins médicaux urgents vers l'Arménie, ainsi que leurs accompagnateurs, indique Zara Amatuni, chargée de communication de la Croix-Rouge en Arménie, jointe par Réforme. En outre, le CICR a organisé la livraison de médicaments, de lait maternisé et de denrées alimentaires destinées aux structures sanitaires locales, à trois reprises par un camion, et à quelques reprises par nos petits véhicules. Des initiatives insuffisantes au regard des besoins, alors que le froid et la faim s'intensifient.

Un « bras de fer »

Malgré les pancartes « sauvez la nature » ou « stop à la pollution » que brandissent les militants, personne n'est dupe de leurs intentions réelles. « Il semble peu crédible que des militants écologistes décident de bloquer en plein hiver l'approvisionnement alimentaire et médical de plusieurs dizaines de milliers de personnes, note Taline Papazian, enseignante à Sciences Po Aix. Par ailleurs, la société civile étant fortement cadenassée en

Azerbaïdjan et les manifestations surveillées de très près, il est très peu probable que des citoyens puissent décider de mener une action aussi soutenue dans le temps sans être téléguidés par Ilham Aliyev et renforcés par des agents du régime. Le déploiement de soldats azerbaïdjanais aux abords du corridor de Latchine a depuis confirmé ces soupçons. » Au début du mois de janvier, dans une adresse télévisée, le président azerbaïdjanais a invité tous ceux qui ne voulaient pas devenir citoyens azerbaïdjanais - les Arméniens - à quitter le Haut-Karabakh, « partie intégrante » de l'Azerbaïdjan. « La route n'est pas fermée, elle est ouverte, a-t-il asséné. Ils peuvent partir quand ils le veulent, personne ne les en empêchera. »

Que cherche Bakou ? Outre son souhait de s'emparer de l'intégralité du Haut-Karabakh, le régime d'Aliyev ne fait pas mystère de sa volonté d'imposer à Erevan l'ouverture d'un « corridor » reliant le territoire azerbaïdjanais à la province du Nakhitchevan, qui partage une frontière avec la Turquie, son alliée

indéfectible. Ce couloir traverserait la partie sud de l'Arménie, ce qui couperait de facto Erevan de sa frontière avec l'Iran, la seule frontière ouverte du pays en plus de celle qu'il partage avec la Géorgie. Ilham Aliyev a déclaré que ce corridor, une « nécessité historique », se fera « que l'Arménie le veuille ou non ».

Enhardi par sa victoire militaire de 2020, par le soutien d'Ankara et surtout par la guerre en Ukraine, dans laquelle la Russie est enlisée, l'Azerbaïdjan veut pousser plus loin son avantage. Pour Taline Papazian, Bakou se livre aujourd'hui à un « bras de fer » avec le Kremlin. « La Russie ne parvient plus à jouer ses deux rôles traditionnels dans la région : être le médiateur dans le conflit tout en étant un partenaire stratégique de l'Arménie. Du fait de la guerre en Ukraine, Vladimir Poutine a beaucoup plus à gagner à développer sa relation avec Bakou, et donc avec Ankara, qu'à préserver ses liens avec Erevan. Ni la Turquie ni l'Azerbaïdjan n'ont rejoint les sanctions contre la Russie, et le gaz russe est acheminé en Europe via le territoire azerbaïdjanais. Quant à la Turquie, elle s'impose comme un partenaire économique essentiel, sachant que le Kremlin dispose de quelques monnaies d'échange en Syrie, où Ankara a des intérêts. » L'Arménie, dans ce contexte, n'est plus qu'un « pion », une « variable d'ajustement », ajoute la chercheuse.

Menace de nettoyage ethnique

À travers le monde, un nombre croissant d'organisations s'alarme du sort des Arméniens du Haut-Karabakh. L'ONG Human Rights Watch fait ainsi part du risque de « conséquences humanitaires désastreuses », alors que l'Institut Lemkin pour la prévention du génocide alerte sur la menace de « nettoyage ethnique ». Si la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, brille par son silence, le Parlement européen a adopté le 19 janvier une résolution dans laquelle il déplore « les conséquences humanitaires tragiques du blocus » et affirme que l'Azerbaïdjan « viole les obligations internationales qui lui incombent ». Quant au secrétaire d'État américain, Antony Blinken, il a publiquement exhorté lundi 23 janvier Ilham Aliyev à « rétablir immédiatement le trafic commercial dans le corridor de Latchine », signifiant l'intérêt pour la question des États-Unis, où vit une grande diaspora arménienne. Cela suffira-t-il à infléchir la position d'Ilham Aliyev ? « Toute la question est de savoir si, le temps que la communauté internationale se décide à agir, la population du Haut-Karabakh pourra résister aux conditions matérielles et psychologiques du blocus, plus intenable de jour en jour », glisse Taline Papazian. ✖

LOUIS FRAYSSE